

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/10679]

8 FÉVRIER 2017. — Arrêté ministériel du établissant les modèles de formulaire de demande de délivrance de l'attestation visée à l'article 60bis/3, § 1^{er}, du Code des droits de succession

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ayant en charge les Finances et le Budget,

Vu l'article 60bis/3, § 1^{er}, du Code des droits de succession, inséré par l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 établissant les modalités du régime préférentiel applicable aux droits de succession en cas de transmission des entreprises familiales et des sociétés familiales, en particulier l'article 3;

Vu le test genre réalisé en application de l'article 3 de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'article 3 de l'arrêté susmentionné prévoit que le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances et du Budget, est compétent pour établir le formulaire de demande de délivrance de l'attestation visée à l'article 60bis/3, § 1^{er}, du Code des droits de succession;

Considérant que ce projet d'arrêté est dépourvu du caractère réglementaire requis par l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, ce projet d'arrêté ne doit par conséquent pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat ?

Arrête :

Article 1^{er}. Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation visée à l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 établissant les modalités du régime préférentiel applicable aux droits de succession en cas de transmission des entreprises familiales et des sociétés familiales, en vue de l'obtention du tarif réduit des droits de succession en cas de transmission d'une entreprise familiale, est repris en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 2. Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation visée à 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 établissant les modalités du régime préférentiel applicable aux droits de succession en cas de transmission des entreprises familiales et des sociétés familiales, en vue de l'obtention du tarif réduit des droits de succession en cas de transmission d'une société familiale, est repris en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017.

Bruxelles, le 8 février 2017.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances et du Budget,

G. VANHENGEL

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/10679]

8 FEBRUARI 2017. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de modellen van aanvraagformulier tot aflevering van het attest bedoeld in artikel 60bis/3, § 1, van het Wetboek Successierechten

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën en Begroting,

Gelet op artikel 60bis/3, § 1, van het Wetboek der Successierechten, ingevoegd door de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van het gunstregime toepasselijk op de successierechten bij overdracht van familiale ondernemingen en familiale vennootschappen, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de gendertest uitgevoerd in toepassing van artikel 3 van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat artikel 3 van bovengenoemd besluit voorziet dat de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Financiën en Begroting, bevoegd is om het aanvraagformulier tot aflevering van het attest bedoeld in artikel 60bis/3, § 1, van het Wetboek der Successierechten vast te stellen;

Overwegende dat dit ontwerp van besluit geen reglementaire voorschriften bevat in de zin van artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten van de Raad van State van 12 januari 1973, is dit ontwerp van besluit bijgevolg niet onderworpen aan het advies van de Raad van State, afdeling Wetgeving?

Besluit :

Artikel 1. Het aanvraagformulier tot aflevering van het attest bedoeld in artikel 3, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van het gunstregime toepasselijk op de successierechten bij overdracht van familiale ondernemingen en familiale vennootschappen, met het oog op het bekomen van het verlaagd tarief van de successierechten bij overdracht van een familiale onderneming, is opgenomen in bijlage 1 van dit besluit.

Art. 2. Het aanvraagformulier tot aflevering van het attest bedoeld in artikel 3, §1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van het gunstregime toepasselijk op de successierechten bij overdracht van familiale ondernemingen en familiale vennootschappen, met het oog op het bekomen van het verlaagd tarief van de successierechten bij overdracht van een familiale vennootschap, is opgenomen in bijlage 2 van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2017.

Brussel, 8 februari 2017.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën en Begroting,

G. VANHENGEL

ANNEXE 1

Données de contact de l'administration :**FORMULAIRE DE DEMANDE DE L'ATTESTATION TARIF REDUIT DES DROITS DE SUCCESSION****ARTICLE 60BIS/3, § 1^{er}, DU CODE DES DROITS DE SUCCESSION*****ENTREPRISE FAMILIALE*****A quoi sert ce formulaire ?**

Par le biais de ce formulaire, vous pouvez introduire une demande de délivrance de l'attestation en vue de l'obtention du tarif réduit des droits de succession. Ce tarif s'applique en cas de transmission d'une entreprise familiale conformément aux articles 60bis à 60bis/3 du Code des droits de succession, insérés par l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale.

Cette attestation doit être annexée à la déclaration de succession.

Comment savoir si j'ai droit à la réduction?

Pour bénéficier du tarif réduit, les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies :

1. l'entreprise familiale est, une **entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole ou une profession libérale** qui est exploitée ou exercée personnellement par le défunt ou son partenaire, en collaboration ou non avec d'autres personnes;
2. les **actifs sont investis à titre professionnel** par le défunt ou son partenaire dans l'entreprise familiale;
3. **les biens immeubles** transmis en application du tarif réduit **ne sont pas affectés ni destinés principalement à l'habitation** au moment du décès du défunt, et ne le seront pas pendant une période ininterrompue de 3 ans à compter de la date de décès du défunt;
4. **l'activité** de l'entreprise familiale **sera poursuivie** pendant une période ininterrompue de 3 ans à compter de la date du décès du défunt;

ANNEXE 1

Quelle est la suite ?

- Le présent formulaire doit être renvoyé aux coordonnées suivantes :
Adresse de l'administration
- Un **accusé de réception** mentionnant la date de réception du formulaire de demande de l'attestation sera envoyé à la **personne de contact**.
- Dans les 60 jours à compter de la date de réception de la demande, après analyse du dossier et si les conditions sont remplies, la **personne de contact recevra l'attestation** destinée à être annexée à la déclaration de succession.
 - o S'il s'avère que **des données et/ou des pièces justificatives complémentaires** sont nécessaires, Bruxelles Fiscalité en informera par courrier la personne de contact dans les 20 jours à compter de la date de la réception de la demande ;
 - o Ce délai de 60 jours initialement prévu pour le traitement de la demande est suspendu à partir de la date d'envoi du courrier jusqu'à la date de réception des documents ou données manquantes ;
- Après réception de celle-ci, l'attestation doit être remise, avec la déclaration de succession, au receveur des droits de succession compétent.

Attention : Pour un traitement plus rapide de votre demande, veillez à ce que ce formulaire soit dûment complété et que toutes les pièces justificatives demandées y soient annexées.

ANNEXE 1**Données personnelles du défunt**Numéro de registre national : Nom(s) : Prénom(s) :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

Données de la personne de contact**Le(s) successeur(s) désigne(nt) une personne de contact, à laquelle toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :**Nom(s) : Prénom(s) :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

Téléphone : Adresse électronique :

ANNEXE 1

Adresse complète du bureau d'enregistrement où la déclaration de succession sera déposée

Bureau d'enregistrement :

Adresse complète :

Renseignements relatifs à l'entreprise familiale**A. Identification de l'entreprise familiale**

Dénomination :

Numéro d'identification BCE :

Adresse complète :

B. Renseignements complémentaires

1. L'entreprise familiale était-elle personnellement exploitée et exercée par le défunt et/ou son partenaire en collaboration ou non avec d'autres personnes ? (cochez la case correspondante)

OUI	<input type="checkbox"/>	NON	<input type="checkbox"/>
-----	--------------------------	-----	--------------------------

2. Décrivez précisément, **dans l'annexe 1.1**, quels actifs ont été investis par le défunt ou son partenaire.
3. Concernant les biens immeubles, précisez, **dans l'annexe 1.2**, leur adresse complète et s'ils sont ou non utilisés ou destinés principalement à l'habitation.
4. Décrivez précisément, **dans l'annexe 1.3**, les actifs affectés à titre professionnel dans l'entreprise familiale *dans l'année précédant la date du décès du défunt* et justifiez que ceux-ci ont été affectés pour l'exercice de l'activité professionnelle.

ANNEXE 1

Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifié par la loi du 7 juin 1994 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à respecter la réglementation en matière de tarif réduit des droits de succession en cas de transmission de société(s) familiale(s) ou d'entreprise(s) familiale(s) et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Les soussignés certifient sur l'honneur que la présente demande est sincère et complète.

Nom(s)	Prénom(s)	Adresse	Degré de parenté	Signature

Tableau à compléter et signer par l'ensemble des successeurs. Si vous ne disposez pas d'assez de place pour remplir le tableau, vous trouverez en **annexe 1.4** un tableau supplémentaire.

Date de la demande :

*ANNEXE 1***Pièces justificatives à joindre en annexe**

Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation sera accompagné de copies certifiées conformes des documents suivants :

- 1) Le contrat de mariage du défunt si celui-ci déroge au régime légal ou le contrat de cohabitation légal du défunt ;
- 2) La dernière déclaration fiscale à l'impôt des personnes physiques (y compris la partie 2) introduite par le défunt avant le décès ;
- 3) Les plans et un extrait de la matrice cadastrale des biens immeubles investis dans l'entreprise, tels que mentionnés dans l'annexe 1.3.

ANNEXE 1

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande :		
Numéro de dossier attribué :		
Traité par :		
Le dossier est complet :	Oui	Non
Documents manquants demandés le :		
Documents manquants ou compléments d'information reçus le :		

« Bruxelles Fiscalité » est la dénomination par laquelle le Service public régional de Bruxelles Fiscalité est désigné.

Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel :

Bruxelles Fiscalité gère vos données conformément aux législations en vigueur, dont la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Vos données sont exclusivement recueillies et traitées dans le but d'appliquer les prescrits légaux et réglementaires et pour répondre à certaines demandes d'information nécessaires à l'accomplissement des missions de Bruxelles Fiscalité. Bruxelles Fiscalité s'engage à prendre les mesures de sécurité nécessaires afin d'éviter que des tiers non autorisés n'y aient accès. Vous avez le droit de consulter vos données personnelles, vérifier leur exactitude et faire corriger les éventuelles erreurs sans frais, en vous adressant à la Direction de la gestion des données de Bruxelles Fiscalité. Des informations supplémentaires sur les traitements automatisés opérés vous sont fournies dans la salle des guichets de Bruxelles Fiscalité et à l'adresse suivante : <http://fiscalite.brussels/vie-privee>.

ANNEXE 1**Annexe 1.4**

Tableau à compléter et signer par l'ensemble des successeurs, si vous ne disposez pas assez de place pour remplir le tableau se trouvant sous la rubrique « Déclaration sur l'honneur » de ce formulaire.

Nom(s)	Prénom(s)	Adresse	Degré de parenté	Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 février 2017.

G. VANHENGEL

ANNEXE 2

Données de contact de l'administration :**BRUXELLES FISCALITÉ**

SERVICE PUBLIC RÉGIONAL DE BRUXELLES

FORMULAIRE DE DEMANDE DE L'ATTESTATION TARIF REDUIT DES DROITS DE SUCCESSION**ARTICLE 60BIS/3, § 1^{er}, DU CODE DES DROITS DE SUCCESSION****SOCIETE FAMILIALE****A quoi sert ce formulaire ?**

Par le biais de ce formulaire, vous pouvez introduire une demande de délivrance de l'attestation en vue de l'obtention du tarif réduit des droits de succession. Ce tarif réduit s'applique en cas de transmission d'une société familiale conformément aux articles 60bis à 60bis/3 du Code des droits de succession, insérés par l'ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale.

Cette attestation doit être annexée à la déclaration de succession.

Comment savoir si j'ai droit à la réduction ?

Pour bénéficier de la réduction, les conditions cumulatives suivantes doivent être remplies :

1. la société familiale est une société ayant pour objet l'exercice d'une activité industrielle, commerciale, artisanale ou agricole ou une profession libérale et qui exerce cette activité ou cette profession, **OU** détenir au moins 30% des actions d'une filiale directe qui répond aux conditions (article 60bis, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession.);
2. les actions de la société familiale appartiennent **au moment du décès**, pour au moins :
 - **50%** en pleine propriété au défunt et à sa famille OU
 - **30%** en pleine propriété au défunt et à sa famille si le défunt et sa famille répondent à l'une des conditions suivantes (dans cette hypothèse, les actions appartenant à des personnes morales ne sont pas prises en compte) :
 - soit être, ensemble avec un autre actionnaire et sa famille, plein propriétaire d'au moins 70% des actions de la société familiale;
 - soit être, ensemble avec deux autres actionnaires et leur famille, plein propriétaire d'au moins 90% des actions de la société familiale;
3. la société familiale a une activité économique réelle **au moment du décès**, et continuera d'avoir une activité économique réelle **pendant une durée ininterrompue de 3 ans à compter de la date de décès du défunt**. Une société est censée ne pas avoir d'activité économique réelle lorsqu'il ressort de façon cumulative des postes du bilan des comptes annuels ou comptes consolidés d'au moins un des trois exercices précédant la date du décès, que :
 - les «rémunérations, charges sociales et pensions» représentent un pourcentage égal ou inférieur à 1,50% des actifs totaux; et
 - les «terrains et constructions» représentent plus de 50% des actifs totaux;

ANNEXE 2

4. la société familiale a son siège de direction effective dans l'un des Etats membres de l'Espace économique européen **au moment du décès du défunt**, et ce siège restera dans un Etat membre de l'Espace économique européen **pendant une durée ininterrompue de 3 ans à compter de la date de décès du défunt**;
5. l'activité de la société familiale sera poursuivie pendant une période ininterrompue de 3 ans à compter de la date de décès du défunt;
6. un compte annuel ou un compte annuel consolidé sera établi pour chacune des trois années à compter de la date de décès du défunt et, le cas échéant, sera publié conformément à la législation comptable en vigueur de l'Etat membre dans lequel est situé le siège social au moment du décès, qui a également été utilisé comme justificatif dans le cadre de la déclaration de l'impôt sur les revenus;
7. le capital social ne diminuera pas pendant trois ans à compter de la date du décès du défunt par des allocations ou des remboursements.

Quelle est la suite ?

- Le présent formulaire doit être envoyé aux coordonnées suivantes :

Adresse de l'administration

- Un **accusé de réception** mentionnant la date de réception du formulaire de demande de l'attestation sera envoyé à la **personne de contact**.
- Dans les 60 jours à compter de la date de réception de la demande, après analyse du dossier et si les conditions sont remplies, **la personne de contact recevra l'attestation** destinée à être annexée à la déclaration de succession :
 - o s'il s'avère **que des données et/ou pièces justificatives complémentaires** sont nécessaires, Bruxelles Fiscalité en informera par courrier la personne de contact dans les 20 jours à compter de la date de la réception de la demande;
 - o le délai de 60 jours initialement prévu pour le traitement de la demande est suspendu à partir de la date d'envoi du courrier jusqu'à partir de la date de réception des documents ou données manquantes.
- Après réception de celle-ci, l'attestation doit être remise, avec la déclaration de succession, au receveur des droits de succession compétent.

Attention : Pour un traitement plus rapide de votre demande, veillez à ce que ce formulaire soit dûment **complété** et que **toutes les pièces justificatives** demandées y soient annexées.

ANNEXE 2

Données personnelles du défuntNuméro de registre national : Nom(s) : Prénom(s) :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

Données de la personne de contact**Le(s) successeur(s) désigne(nt) une personne de contact, à laquelle toute signification et communication peuvent être faites valablement par l'administration :**Nom(s) : Prénom(s) :

Domicilié(e) à (adresse complète) :

Téléphone : Adresse électronique :

ANNEXE 2**Adresse complète du bureau d'enregistrement où la déclaration de succession sera déposée**

Bureau des droits d'enregistrement de :

Adresse complète :

Renseignements relatifs à la société familiale**A .Identification de la société familiale**

Dénomination :

Forme juridique :

Adresse du siège social :

Numéro d'entreprise :

Adresse du siège de direction effective :

Numéro d'entreprise :

ANNEXE 2

B. Le cas échéant, identification de la filiale directe (visée à l'article 60bis, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession)

Dénomination :

Forme juridique :

Adresse du siège social :

Numéro d'entreprise :

Adresse du siège de direction effective :

Numéro d'entreprise :

ANNEXE 2

C. Renseignements complémentaires

1. Nombre d'actions composant le capital social :

2. Valeur nette de l'ensemble des actions :

3. Mentionnez, **dans l'annexe 2.1**, toutes les actions et la nature du droit réel y afférent étant en possession du défunt et d'autres coactionnaires à appeler par leur nom et leur lien familial avec le défunt.

4. Dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 60bis, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession), mentionnez, **dans l'annexe 2.2**, toutes les actions et la nature du droit réel y afférent de la société dans sa filiale.

5. Décrivez précisément, **dans l'annexe 2.3**, les actifs apportés dans la société familiale *dans l'année précédant la date du décès du défunt* et justifiez que ceux-ci ont été apportés pour l'exercice de l'activité professionnelle.

ANNEXE 2

Déclaration sur l'honneur

Les soussignés affirment avoir pris connaissance qu'ils sont passibles de peines en vertu de l'arrêté royal du 31 mai 1933, modifié par la loi du 7 juin 1994 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'Etat, lorsqu'ils font sciemment et volontairement des déclarations inexactes ou incomplètes à l'occasion de la présente demande.

Les soussignés s'engagent à respecter la réglementation en matière de tarif réduit des droits de succession en cas de transmission de société(s) familiale(s) ou d'entreprises familiales et à fournir à l'administration tout renseignement utile relatif à la présente demande.

Les soussignés certifient sur l'honneur que la présente demande est sincère et complète.

Nom	Prénom	Adresse	Degré de parenté	Signature

Tableau à compléter et signer par l'ensemble des successeurs. Si vous ne disposez pas d'assez de places pour remplir le tableau, vous trouverez **en annexe 2.4** un tableau supplémentaire.

Date de la demande :

ANNEXE 2

Pièces justificatives à joindre en annexe

Le formulaire de demande de délivrance de l'attestation est accompagné de copies certifiées conformes des documents suivants :

- 1) le contrat de mariage du défunt si celui-ci déroge au régime légal ou le contrat de cohabitation légal du défunt;
- 2) les comptes annuels de l'année révolue précédant la date du décès, établis conformément à la législation comptable applicable au lieu où le siège social est établi;
- 3) dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 60*bis*, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession), les comptes consolidés de la société et de ses filiales;
- 4) le registre légal des actions signé par tous les actionnaires ou, à défaut, le procès-verbal de la dernière assemblée générale précédant la date du décès et attestant sans équivoque les participations;
- 5) dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 60*bis*, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession), le registre légal des actions signé par tous les actionnaires ou, à défaut, le procès-verbal de la dernière assemblée générale précédant la date du décès et attestant sans équivoque les participations de la société et de ses filiales;
- 6) la dernière version coordonnée en date des statuts de la société;
- 7) dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 60*bis*, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession), la dernière version coordonnée en date des statuts de la société et de ses filiales;
- 8) les actes de constitution de la société et d'augmentation de capital, passés dans l'année précédant la date du décès;
- 9) dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 60*bis*, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession), les actes de constitution de la société et d'augmentation de capital de la société et de ses filiales, passés dans l'année précédant la date du décès du défunt.

ANNEXE 2

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande :		
Numéro de dossier attribué :		
Traité par :		
Le dossier est complet :	Oui	Non
Documents manquants demandés le :		
Documents manquants ou compléments d'information reçus le :		

«Bruxelles Fiscalité» est la dénomination par laquelle le Service public régional de Bruxelles Fiscalité est désigné.

Protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel :

Bruxelles Fiscalité gère vos données conformément aux législations en vigueur, dont la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Vos données sont exclusivement recueillies et traitées dans le but d'appliquer les prescrits légaux et réglementaires et pour répondre à certaines demandes d'information nécessaires à l'accomplissement des missions de Bruxelles Fiscalité. Bruxelles Fiscalité s'engage à prendre les mesures de sécurité nécessaires afin d'éviter que des tiers non autorisés n'y aient accès. Vous avez le droit de consulter vos données personnelles, vérifier leur exactitude et faire corriger les éventuelles erreurs sans frais, en vous adressant à la Direction de la gestion des données de Bruxelles Fiscalité. Des informations supplémentaires sur les traitements automatisés opérés vous sont fournies dans la salle des guichets de Bruxelles Fiscalité et à l'adresse suivante : <http://fiscalite.brussels/vie-privee>.

ANNEXE 2

Annexes à compléter

Annexe 2.1

Mention de toutes les actions et la nature du droit réel y afférent étant en possession du défunt et d'autres coactionnaires à appeler par leur nom et leur lien familial avec le défunt.

	Nom(s), prénom(s)	Lien familial	Nature des droits réel	Participation en %	Nombre d'actions
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
Total					

ANNEXE 2

Annexe 2.2

Dans le cas d'une filiale directe (visée à l'article 60bis, § 2, alinéa 2, du Code des droits de succession), mention de toutes les actions et la nature du droit réel y afférent de la société dans sa filiale.

	Nom(s), prénom(s)	Nature du droit réel	Participation en %	Nombre d'actions
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
Total				

ANNEXE 2**Annexe 2.4**

Tableau à compléter et signer par l'ensemble des successeurs, si vous ne disposez pas assez de place pour remplir le tableau sous la rubrique «Déclaration sur l'honneur» de ce formulaire.

Nom(s)	Prénom(s)	Adresse	Degré de parenté	Signature

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 8 février 2017.

Guy VANHENGEL

Contactgegevens van de administratie:

BIJLAGE 1



AANVRAAGFORMULIER VOOR HET ATTEST VERMINDERING SUCCESSIERECHTEN

ARTIKEL 60BIS/3, §1, WETBOEK DER SUCCESSIERECHTEN

FAMILIALE ONDERNEMING

Waarvoor dient dit formulier ?

Door middel van dit formulier, kunt u een aanvraag indienen voor de afgifte van het attest met het oog op het bekomen van een verlaagd tarief voor successierechten. Dit tarief is van toepassing bij overdracht van familiale ondernemingen overeenkomstig de artikelen 60bis tot 60bis/3 van het Wetboek der Successierechten, ingevoegd door de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming.

Dit attest moet aan de aangifte van nalatenschap worden toegevoegd.

Hoe kan ik weten of ik recht heb op de vermindering ?

Om te genieten van de vermindering dient aan de volgende cumulatieve voorwaarden te worden voldaan:

1. de familiale onderneming moet een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwbedrijf of een vrij beroep zijn dat door de erflater of zijn partner, al dan niet samen met anderen, persoonlijk wordt geëxploiteerd en uitgeoefend;
2. de activa zijn beroepsmatig geïnvesteerd in de familiale onderneming door de erflater of zijn partner;
3. de onroerende goederen, overgedragen onder toepassing van het verlaagde tarief, worden niet hoofdzakelijk voor bewoning aangewend of bestemd **op het moment van overlijden van de erflater**, en tijdens een ononderbroken periode van **drie jaar die begint te lopen vanaf de datum van overlijden van de erflater**;
4. de activiteit van de familiale onderneming wordt zonder onderbreking voortgezet gedurende drie jaar vanaf de datum van overlijden van de erflater.

BIJLAGE 1**Wat is het vervolg?**

- Dit formulier moet worden verzonden naar volgend adres:
Adres van de administratie
- Een **ontvangstbewijs** met de datum van ontvangst van het aanvraagformulier wordt verzonden naar de **contactpersoon**.
- Binnen de 60 dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag, na analyse van het dossier en indien de voorwaarden vervuld zijn, **zal de contactpersoon het attest ontvangen**. Dit attest dient te worden toegevoegd bij de aangifte van nalatenschap.
- Indien blijkt dat er **bijkomende gegevens en/of bewijsstukken** noodzakelijk zijn zal Brussel Fiscaliteit de contactpersoon informeren via briefwisseling binnen de 20 dagen vanaf datum van ontvangst van aanvraag.
- De termijn van 60 dagen die wordt voorzien voor de behandeling van de aanvraag wordt opgeschort vanaf de verzenddatum van de briefwisseling tot en met de ontvangstdatum van de documenten of ontbrekende gegevens.
- Na ontvangst hiervan dient u het attest, samen met de aangifte van nalatenschap, in **bij de bevoegde ontvanger** van de successierechten.

Opgelet: Voor een vlottere afhandeling van uw aanvraag, dient u er op toe te zien dat dit formulier volledig wordt ingevuld en dat alle gevraagde bewijsstukken toegevoegd worden.

*BIJLAGE 1***Persoonlijke gegevens van de erflater**

Rijksregisternummer:

Na(a)m(en):

Voorna(a)m(en):

Hoofdverblijfplaats (volledig adres):

Gegevens van de contactpersoon**De erfgena(a)m(en) benoemt/benoemen een contactpersoon aan wie alle betekeningen en communicatierechtsgeldig kunnen gebeuren door de administratie:**

Na(a)m(en):

Voorna(a)m(en):

Hoofdverblijfplaats (volledig adres):

Telefoon:

E-mail:

BIJLAGE 1**Volledig adres van het registratiekantoor waar de aangifte van nalatenschap zal worden ingediend**Registratiekantoor van:

Volledig adres:

Inlichtingen betreffende de familiale onderneming**A. Identificatie van de familiale onderneming**Benaming: Identificatienummer:

Volledig adres:

B. Bijkomende inlichtingen

1. Werd de familiale onderneming door de erflater en/of zijn partner persoonlijk geëxploiteerd en uitgeoefend, al dan niet in samenwerking met andere personen? (vink het juiste vakje aan)

JA		NEE	
----	--	-----	--

2. Beschrijf **in bijlage 1.1** nauwkeurig de geïnvesteerde activa door de erflater of zijn partner.
3. Indien de overdracht onroerend goed betreft, verduidelijkt u **in bijlage 1.2** hun volledig adres en of zij al dan niet hoofdzakelijk voor bewoning worden aangewend of zijn bestemd.
4. Beschrijf **in bijlage 1.3** nauwkeurig de activa die beroepsmatig werden aangewend door de familiale onderneming *tijdens het jaar voorafgaand aan het overlijden van de erflater* en verantwoordt dat deze werden aangewend voor de uitoefening van de beroepsactiviteit.

BIJLAGE 1**Verklaring op erewoord**

Ondergetekenden bevestigen op de hoogte te zijn van het feit dat zij strafbaar zijn met straffen overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 mei 1933, gewijzigd door de wet van 7 juni 1994, betreffende de verklaringen te doen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, indien zij wetens en willens onjuiste of onvolledige verklaringen afleggen in deze aanvraag.

Ondergetekenden verbinden er zich toe de reglementering betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van overdracht van familiale ondernemingen en familiale vennootschappen na te leven en het bestuur de nodige inlichtingen te verschaffen met betrekking tot deze aanvraag.

De ondergetekenden verklaren op erewoord dat de huidige aanvraag oprecht en volledig is.

Na(a)m(en)	Voorna(a)m(en)	Adres	Graad van verwantschap	Handtekening

*Tabel te vervolledigen en te ondertekenen door alle erfgenamen. Indien u niet voldoende plaats heeft om alles in deze tabel te noteren, vindt u een extra tabel in **bijlage 1.4**.*

Datum van de aanvraag:

*BIJLAGE 1***Bewijsstukken toe te voegen in bijlage**

Het aanvraagformulier voor de levering van het attest zal vergezeld worden van gewaarmerkte conforme afschriften van de volgende documenten:

- 1) het huwelijkscontract van de erflater, als het van het wettelijk stelsel afwijkt, of het samenlevingscontract van de erflater;
- 2) de laatste ingediende aangifte van de personenbelasting (deel 2 inbegrepen) door de erflater voor het overlijden;
- 3) de plannen en een uittreksel van de kadastrale legger van het onroerend goed die in de onderneming werd geïnvesteerd, zoals vermeld in bijlage 1.3.

BIJLAGE 1

Kader voorbehouden voor de administratie

Ontvangstdatum van de aanvraag:		
Toegewezen dossiernummer:		
Behandeld door:		
Het dossier is volledig:	Ja	Nee
Ontbrekende documenten gevraagd op:		
Ontbrekende documenten of bijkomende informatie ontvangen op:		

«Brussel Fiscaliteit» is de benaming voor Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens:

Brussel Fiscaliteit beheert uw gegevens in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving, met inbegrip van de Wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. De inzameling en verwerking van uw gegevens is uitsluitend gericht op de tegemoetkoming aan de toepasselijke wettelijke en reglementaire voorschriften en om Brussel Fiscaliteit in staat te stellen te beantwoorden aan bepaalde vragen om inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van haar doelstellingen. Brussel Fiscaliteit verbindt zich ertoe de nodige voorzieningen te treffen om te vermijden dat niet-gemachtigde personen toegang zouden verkrijgen tot deze informatie. U hebt het recht om uw persoonlijke gegevens te raadplegen, de juistheid ervan te controleren en desgevallend mogelijke fouten kosteloos te laten corrigeren. Hiervoor dient u contact op te nemen met de Directie Datamanagement van Brussel Fiscaliteit. Voor verdere informatie omtrent de geautomatiseerde verwerking van uw gegevens kan u zich wenden tot de lokketten van Brussel Fiscaliteit en volgend adres: <http://fiscaliteit.brussels/privacy>

BIJLAGE 1**Bijlage 1.4**

Te vervolledigen tabel die moet ondertekend worden door alle erfgenamen, indien de tabel opgenomen onder de rubriek "Verklaring op erewoord" van dit formulier niet voldoende ruimte biedt.

Na(a)m(en)	Voorna(a)m(en)	Adres	Graad van verwantschap	Handtekening

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 8 februari 2017.

Guy VANHENGEL

BIJLAGE 2

**AANVRAAGFORMULIER VOOR HET ATTEST VERLAAGD TARIEF SUCCESSIERECHTEN****ARTIKEL 60BIS/3 §1, WETBOEK DER SUCCESSIERECHTEN****FAMILIALE VENNOOTSCHAP****Waarvoor dient dit formulier ?**

Door middel van dit formulier, kunt u een aanvraag indienen voor de afgifte van het attest met het oog op het bekomen van een verlaagd tarief voor successierechten. Dit tarief is van toepassing bij overdracht van familiale vennootschappen overeenkomstig de artikelen 60bis tot 60bis/3 van het Wetboek der Successierechten, ingevoegd door de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming.

Dit attest moet aan de aangifte van nalatenschap worden toegevoegd.

Hoe kan ik weten of ik recht heb op de vermindering ?

Om te genieten van de vermindering dient aan de volgende cumulatieve voorwaarden te worden voldaan:

1. De familiale vennootschap moet een vennootschap zijn die de uitoefening van een nijverheids-, handels-, ambachts- of landbouwactiviteit, of van een vrij beroep tot doel heeft en deze activiteit of beroep uitoefent, **OF** minstens 30% van de aandelen aanhoudt van minstens één directe dochtervennootschap die aan de voorwaarden voldoet (artikel 60bis, § 2, tweede lid, van het Wetboek der Successierechten);
2. De aandelen van de familiale vennootschap moeten toebehoren **op het moment van overlijden voor ten minste:**
 - **50%** in volle eigendom aan de erflater en zijn familie OF
 - **30%** in volle eigendom aan de erflater en zijn familie als hij en zijn familie aan één van de volgende voorwaarden voldoen (rekening houdende met het feit dat de aandelen die toebehoren aan rechtspersonen niet in aanmerking komen):
 - Ofwel samen met één andere aandeelhouder en zijn familie volle eigenaar zijn van minstens 70% van de aandelen van de vennootschap;
 - ofwel samen met twee andere aandeelhouders en hun familie volle eigenaar zijn van minstens 90% van de aandelen van de vennootschap;
3. De familiale vennootschap heeft een reële economische activiteit **op het moment van overlijden van de erflater** en zal deze reële economische activiteit voortzetten **gedurende een ononderbroken periode van drie jaar te rekenen vanaf de datum van overlijden van de erflater**. Een vennootschap wordt geacht geen reële economische activiteit te hebben als uit de balansposten van de goedgekeurde jaarrekening van minstens één van de drie boekjaren voorafgaand aan de datum van overlijden van de erflater cumulatief blijkt dat:

BIJLAGE 2

- de bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen een percentage gelijk of lager dan 1,50% uitmaken van de totale activa; en
 - de terreinen en gebouwen meer dan 50% uitmaken van de totale activa;
4. De familiale vennootschap heeft haar zetel van werkelijke leiding in een Staat die deel uitmaakt van de Europese Economische Ruimte **op het moment van overlijden**, en die zetel blijft gevestigd in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte gedurende **drie jaar vanaf de datum van overlijden van de erflater**;
 5. De activiteit van de familiale vennootschap wordt zonder onderbreking voortgezet gedurende drie jaar vanaf de datum van overlijden van de erflater;
 6. Een jaarrekening of een geconsolideerde jaarrekening wordt opgemaakt voor elk van de drie jaren te rekenen vanaf de datum van overlijden van de erflater en, in voorkomend geval, gepubliceerd overeenkomstig de vigerende boekhoudwetgeving van de lidstaat waar de maatschappelijke zetel gevestigd is op het ogenblik van het overlijden, die ook aangewend is ter verantwoording van de aangifte in de inkomstenbelasting;
 7. Het maatschappelijk kapitaal daalt niet gedurende drie jaar vanaf de datum van overlijden van de erflater door verminderingen of terugbetalingen.

Wat is het vervolg?

- Dit formulier moet worden verzonden naar volgend adres:

Adres van de administratie
- Een **ontvangstbewijs** met de datum van ontvangst van het aanvraagformulier wordt verzonden naar de **contactpersoon**.
- Binnen de 60 dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag, na analyse van het dossier en indien de voorwaarden vervuld zijn, **zal de contactpersoon het attest ontvangen**. Dit attest dient te worden toegevoegd bij de aangifte van nalatenschap.
- Indien blijkt dat er **bijkomende gegevens en/of bewijsstukken** noodzakelijk zijn, zal Brussel Fiscaliteit de contactpersoon informeren via briefwisseling binnen de 20 dagen vanaf datum van ontvangst van aanvraag.
- De termijn van 60 dagen, die wordt voorzien voor de behandeling van de aanvraag, wordt opgeschort vanaf de verzenddatum van de briefwisseling tot en met de ontvangstdatum van de documenten of ontbrekende gegevens;
- Na ontvangst hiervan dient u het attest, samen met de aangifte van nalatenschap, in **bij de bevoegde ontvanger** van de successierechten.

Opgelet: Voor een vlottere afhandeling van uw aanvraag, dient u er op toe te zien dat dit formulier **volledig wordt ingevuld** en dat alle **gevraagde bewijsstukken** toegevoegd worden.

BIJLAGE 2**Persoonlijke gegevens van de erflater**

Rijksregisternummer:

Na(a)m(en):

Voorna(a)m(en):

Hoofdverblijfplaats (volledig adres):

Gegevens van de contactpersoon**De erfgena(a)m(en) benoemt/benoemen een contactpersoon aan wie alle betekeningen en communicatie rechtsgeldig kunnen gebeuren door de administratie:**

Na(a)m(en):

Voorna(a)m(en):

Hoofdverblijfplaats (volledig adres):

Telefoon:

E-mail:

BIJLAGE 2**Volledig adres van het registratiekantoor waar de aangifte van de nalatenschap zal worden gedaan**

Kantoor van de registratierechten van:

Volledig adres:

Inlichtingen betreffende de familiale vennootschap**A. Identificatie van de familiale vennootschap**

Benaming:

Rechtsvorm:

Adres van de maatschappelijke zetel:

Identificatienummer KBO:

Adres van de zetel van effectieve leiding:

Identificatienummer KBO:

BIJLAGE 2

B. In voorkomend geval, identificatie van de rechtstreekse dochtervennootschap (zoals voorzien in artikel 60bis, § 2, tweede lid, van het Wetboek der Successierechten)

Benaming:

Rechtsvorm:

Adres van de maatschappelijke zetel:

Identificatienummer KBO:

Adres van de zetel van werkelijke leiding:

Identificatienummer KBO:

BIJLAGE 2**C. Bijkomende inlichtingen**

1. Aantal aandelen in het maatschappelijk kapitaal:

2. Netto waarde van het totaal aantal aandelen:

3. Vermeld **in bijlage 2.1** alle aandelen en de aard van het zakelijk recht op deze aandelen in het bezit van de erflater en andere medeaandeelhouders, hun naam en hun familiale band met de erflater.

4. In geval van een rechtstreekse dochtervennootschap (zoals voorzien in artikel 60*bis*, § 2, tweede lid, van het Wetboek der Successierechten), vermeldt u **in bijlage 2.2** alle aandelen en de aard van het toebehorend zakelijk recht van de vennootschap in haar dochtervennootschap.

5. Beschrijf **in bijlage 2.3** nauwkeurig de activa die werden ingebracht in de familiale vennootschap tijdens het jaar voorafgaand aan de datum van overlijden van de erflater en verantwoord hierbij dat deze werden ingebracht voor de uitoefening van de beroepsactiviteit.

BIJLAGE 2**Verklaring op erewoord**

Ondergetekenden bevestigen op de hoogte te zijn van het feit dat zij strafbaar zijn met straffen overeenkomstig het koninklijk besluit van 31 mei 1933, gewijzigd door de wet van 7 juni 1994, betreffende de verklaringen te doen in verband met subsidies, vergoedingen en toelagen van elke aard die geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn, indien zij wetens en willens onjuiste of onvolledige verklaringen afleggen in deze aanvraag.

Ondergetekenden verbinden er zich toe de reglementering betreffende het verlaagd tarief van de successierechten in geval van overdracht van familiale ondernemingen en familiale vennootschappen na te leven en het bestuur de nodige inlichtingen te verschaffen met betrekking tot deze aanvraag.

De ondergetekenden verklaren op erewoord dat de huidige aanvraag oprecht en volledig is.

Naam	Voornaam	Adres	Graad van verwantschap	Handtekening

*Tabel te vervullen en te ondertekenen door alle erfgenamen. Indien u niet voldoende plaats heeft om alles in deze tabel te noteren, vindt u een extra tabel in **bijlage 2.4**.*

Datum van de aanvraag:

BIJLAGE 2**Bewijsstukken toe te voegen in bijlage**

Het aanvraagformulier voor de levering van het attest zal vergezeld worden van gewaarmerkte conforme afschriften van de volgende documenten:

- 1) het huwelijkscontract van de erflater, als het van het wettelijk stelsel afwijkt, of het samenlevingscontract van de erflater;
- 2) de jaarrekening van het jaar voorafgaand aan de datum van overlijden opgesteld krachtens de boekhoudwetgeving van de plaats waarin de maatschappelijke zetel gevestigd is;
- 3) in geval van een rechtstreekse dochtervennootschap (zoals voorzien in artikel 60*bis*, §2, tweede lid, van het Wetboek der Successierechten), de geconsolideerde jaarrekeningen van de vennootschap en haar dochtervennootschappen;
- 4) het rechtsgeldig aandelenregister dat ondertekend is door alle aandeelhouders of, bij gebreke daaraan, de notulen van de laatste algemene vergadering die voorafgaat aan de datum van overlijden, waaruit op ondubbelzinnige wijze de deelbewijzen blijken;
- 5) in geval van een rechtstreekse dochtervennootschap (zoals voorzien in artikel 60*bis*, §2, tweede lid, van het Wetboek der Successierechten), het rechtsgeldig aandelenregister dat ondertekend is door alle aandeelhouders of, bij gebreke daaraan, de notulen van de laatste algemene vergadering voorafgaand aan de datum van overlijden, waaruit op ondubbelzinnige wijze de deelbewijzen blijken van de vennootschap en haar dochtervennootschappen;
- 6) de laatste gecoördineerde versie van de statuten van de vennootschap;
- 7) in geval van een rechtstreekse dochtervennootschap (bedoeld in artikel 60*bis*, § 2, tweede lid, van het Wetboek der Successierechten), de laatste gecoördineerde versie van de statuten van de vennootschap en haar dochtervennootschappen;
- 8) de oprichtingsakte van de vennootschap en de akte(s) van kapitaalsverhoging van het jaar voorafgaand aan de datum van overlijden;
- 9) in geval van een rechtstreekse dochtervennootschap (zoals voorzien in artikel 60*bis*, §2, tweede lid, van het Wetboek der Successierechten), de oprichtingsakte van de vennootschap en de akte(s) van kapitaalverhoging van de vennootschap en haar dochtervennootschappen van het jaar voorafgaand aan de datum van overlijden.

BIJLAGE 2

Kader voorbehouden voor de administratie

Ontvangstdatum van de aanvraag:		
Toegewezen dossiernummer:		
Behandeld door:		
Het dossier is volledig:	Ja	Nee
Ontbrekende documenten gevraagd op:		
Ontbrekende documenten of bijkomende informatie ontvangen op:		

«Brussel Fiscaliteit» is de benaming voor de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens:

Brussel Fiscaliteit beheert uw gegevens in overeenstemming met de toepasselijke wetgeving, met inbegrip van de Wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens. De inzameling en verwerking van uw gegevens is uitsluitend gericht op de tegemoetkoming aan de toepasselijke wettelijke en reglementaire voorschriften en om Brussel Fiscaliteit in staat te stellen te beantwoorden aan bepaalde vragen om inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van haar doelstellingen. Brussel Fiscaliteit verbindt zich ertoe de nodige voorzieningen te treffen om te vermijden dat niet-gemachtigde personen toegang zouden verkrijgen tot deze informatie. U hebt het recht om uw persoonlijke gegevens te raadplegen, de juistheid ervan te controleren en desgevallend mogelijke fouten kosteloos te laten corrigeren. Hiervoor dient u contact op te nemen met de Directie Datamanagement van Brussel Fiscaliteit. Voor verdere informatie omtrent de geautomatiseerde verwerking van uw gegevens kan u zich wenden tot de lokketten van Brussel Fiscaliteit en volgend adres: <http://fiscaliteit.brussels/privacy>.

BIJLAGE 2**Aan te vullen bijlagen****Bijlage 2.1**

Vermelding van alle aandelen en de aard van het zakelijk recht op deze aandelen in het bezit van de erflater en andere medeaandeelhouders, hun naam en hun familiale band met de erflater.

	Naam, voornaam	Familiale band	Aard van het zakelijk recht	Aandeel in %	Aantal aandelen
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
Totaal					

BIJLAGE 2**Bijlage 2.2**

In geval van een rechtstreekse dochtervennootschap (zoals voorzien in artikel 60*bis*, §2, tweede lid, van het Wetboek der Successierechten), vermelding van alle aandelen en de aard van het zakelijk recht op deze aandelen van de vennootschap en haar dochtervennootschappen.

	Na(a)m(en), voorna(a)m(en)	Aard van het zakelijk recht	Participatie (in %)	Aantal aandelen
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
8				
9				
10				
11				
Totaal				

